



CARTES SUR TABLE

Dix mythes à déconstruire sur les causes de la
crise alimentaire mondiale

Résumé



Notre système alimentaire mondial inégalitaire n'est viable ni pour les populations ni pour la planète. Nous devons de toute urgence repenser la manière dont le monde nourrit ses habitant-es.

La crise alimentaire à laquelle nous sommes confronté-es n'est pas nouvelle. Inégalités et pauvreté extrêmes, violations des droits, conflits, changement climatique et inflation, exacerbés par la pandémie et la guerre en Ukraine, plongent des centaines de millions de personnes dans une situation où elles ne mangent pas à leur faim. Alors même que des millions de personnes peinent à trouver quoi mettre dans leur assiette pour leur prochain repas, les plus grands négociants mondiaux de matières premières agricoles réalisent des bénéfiques records et voient leur richesse collective augmenter par milliards.

Le présent rapport déconstruit 10 mythes concernant notre système alimentaire et propose une autre analyse, ambitionnant de meilleurs résultats sur le long terme.

Nous devons abandonner notre système alimentaire actuel et son modèle industriel fondé sur l'exploitation et l'extraction, au profit d'un modèle local et durable qui contribue à la résilience climatique et à la réalisation du droit à l'alimentation, en réduisant les inégalités et la pauvreté.

© Oxfam International, septembre 2022

Ce document a été rédigé par Marc Cohen, Guillaume Compain, Thierry Kesteloot, Madelon Meijer, Eric Munoz, Simon Murtagh, Hanna Saarinen et Nout van der Vaart. Oxfam remercie Pauline Chetcuti, Max Lawson et Mathew Truscott pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de rapports visant à alimenter le débat public autour des questions de politique humanitaire et de développement.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter : advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. E-mail : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78748-942-4 en septembre 2022. DOI : 10.21201/2022.9394

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Traduit de l'anglais par eXceLingua (Pierre Le Grand ; Jérôme Richard) et relu par Morgane Menichini et Guillaume Compain.

Photo de couverture : Idrissa Ouedraogo est un agriculteur de la région du Centre-Nord du Burkina Faso. Ses cultures de millet, de maïs et de haricots ont séché par manque de précipitations, et ses bêtes n'ont plus rien à brouter. Il y a quelques années, il pouvait vendre ses récoltes et utiliser les recettes pour envoyer ses enfants à l'école et leur payer des soins médicaux. Mais aujourd'hui, ses revenus ne suffisent plus. Crédit photo : Cissé Amadou/Oxfam.

RÉSUMÉ

Le système alimentaire mondial actuel n'est viable ni pour les populations ni pour la planète. Il est urgent de repenser la manière dont le monde nourrit ses habitant-es. Nous ne résoudrons pas la crise alimentaire mondiale, qui sévit de longue date et a été aggravée par la guerre en Ukraine, avec les approches politiques qui l'ont créée. En raison d'un cocktail funeste associant inégalités extrêmes, pauvreté, violations des droits humains, conflits, changement climatique et forte inflation des prix de l'alimentation et de l'énergie, amplifié par la guerre en Ukraine et la pandémie de COVID-19, des centaines de millions de personnes n'ont déjà pas assez à manger. Les effets de la guerre en Ukraine devraient plonger 47 millions de personnes supplémentaires dans une situation de faim aiguë¹. On estime qu'une personne meurt de faim toutes les 48 secondes en Éthiopie, au Kenya et en Somalie, pays d'Afrique de l'Est ravagés par la sécheresse, faute d'actions suffisantes pour empêcher l'escalade de la crise de la faim². La faim gagne également du terrain dans les pays riches. Aux États-Unis, le taux de personnes qui ne mangent pas à leur faim est passé de 7,8 % en août 2021 à 11,2 % en avril 2022³.

Alors même que des millions de personnes peinent à trouver quoi mettre dans leur assiette pour leur prochain repas, les plus grands négociants mondiaux de matières premières agricoles réalisent des bénéfiques records, et les milliardaires impliqués dans le secteur de l'alimentation et de l'agroalimentaire ont vu leur richesse collective augmenter de 382 milliards de dollars (45 %) au cours des deux dernières années, avec 62 nouveaux milliardaires de l'alimentation depuis le début de la pandémie de COVID-19⁴.

Le monde dispose des outils nécessaires pour anticiper et répondre à cette aggravation de la faim, mais continue de choisir de ne pas agir aussi rapidement et sérieusement que la crise l'exige. Il convient de recadrer les débats actuels sur l'alimentation et la faim pour promouvoir un changement réel et profond vers un système alimentaire juste. Il s'agit d'abandonner le modèle industriel fondé sur l'exploitation et l'extraction au profit d'un modèle local et durable qui contribue à la résilience climatique et à la réalisation du droit à l'alimentation, tout en réduisant les inégalités et la pauvreté.

Ce document met en évidence 10 domaines dans lesquels un recadrage du discours est nécessaire. Il fait la lumière sur 10 mythes à déconstruire, en expliquant en quoi le discours actuel est erroné (ou lacunaire), et propose une autre analyse, ambitionnant de meilleurs résultats et des solutions de long terme. Ce recadrage s'articule comme suit :

1. La crise alimentaire à laquelle le monde est actuellement confronté est aggravée par la guerre en Ukraine mais elle n'est pas nouvelle. L'impact de la guerre vient s'ajouter à une défaillance de longue date du système alimentaire mondial.
2. Tout le monde n'est pas perdant dans la situation actuelle. Bien qu'elle ait plongé des millions de personnes dans la faim, la crise a également fait des gagnant-es : les milliardaires de l'alimentation et les puissantes entreprises et grands négociants du secteur alimentaire capables de tirer profit du système actuel.
3. Les niveaux élevés de la faim ne découlent pas d'un manque de nourriture ; les agriculteurs et agricultrices produisent plus qu'assez pour nourrir le monde entier. Malgré des récoltes suffisantes et des niveaux corrects de réserves alimentaires, la faim gagne du terrain depuis 2017⁵. Le problème réside davantage dans la répartition

et dans le fait que la nourriture est inaccessible ou inabordable.

4. La solution pour lutter contre la faim n'est pas d'augmenter la production quels qu'en soient les coûts environnementaux, comme le proposent bon nombre de partisans de l'agriculture industrielle. Il s'agit d'assurer une répartition plus équitable et de s'attaquer aux demandes non soutenables qui font grimper les prix des denrées alimentaires et poussent à exploiter les terres agricoles à d'autres fins que la production alimentaire, comme la production d'agrocarburants.
5. Dans la lutte contre la faim, la réponse ne réside pas dans les chaînes de valeur mondiales. Il s'agit plutôt de soutenir la production alimentaire locale. Comme l'a montré la guerre en Ukraine, la dépendance excessive à l'égard des chaînes de valeur mondiales est source de très grandes vulnérabilités, car de nombreux pays à faible revenu sont tributaires d'une poignée de grands pays producteurs agricoles pour nourrir leur population.
6. Une plus grande connexion avec les marchés mondiaux, les acteurs financiers ainsi que la libéralisation des échanges ne permettront pas de réparer le système alimentaire mondial aujourd'hui défaillant. Nous devons en réalité mieux réguler les marchés et créer des règles commerciales plus équitables et plus souples pour les pays à faible revenu, afin de leur permettre de mettre en place des systèmes alimentaires locaux plus solides.
7. L'attention portée aux questions de genre et aux droits des femmes n'est pas en contradiction avec les efforts de production veillant à ce que chacun-e ait suffisamment à manger. Il ne saurait y avoir de solution durable à la faim sans justice entre les genres et sans renforcement des droits des femmes. Trop peu d'actions concrètes sont actuellement menées pour faire des droits et des intérêts des femmes une priorité.
8. La réponse à la double crise du changement climatique et de la faim ne nécessitera pas de solutions de haute technologie dans le secteur agricole. Une multitude d'approches pratiques existent déjà. L'adoption de principes agro-écologiques est une démarche contribuant clairement à renforcer la résilience locale et à soutenir les agriculteurs et agricultrices.
9. La faim n'est pas une conséquence inévitable des conflits et des guerres. Même en cas de conflit, il existe un droit à l'alimentation. Des solutions pour briser le cycle mortel entre conflit et faim existent et doivent être mises en avant, et nous devons œuvrer pour la paix comme partie intégrante de la lutte contre la faim.
10. Il y a suffisamment de ressources financières pour répondre aux différentes crises à travers le monde. Les grandes sociétés et les dynasties de milliardaires qui contrôlent une grande partie du système alimentaire enregistrent une forte hausse de leurs bénéfices. Taxer les richesses extrêmes et les bénéfices excessifs des entreprises serait un bon moyen pour fournir des fonds aux gouvernements afin de réduire la pauvreté, les inégalités et la faim.

RECOMMANDATIONS

Il est temps de bâtir un système alimentaire mondial plus égalitaire et durable sur le long terme, dans lequel personne ne souffrira de la faim. Oxfam formule les recommandations suivantes pour commencer à s'attaquer aux inégalités systémiques du système alimentaire actuel :

- Pour juguler sans délai l'inflation des prix des denrées alimentaires et garantir à toutes et tous l'accès à une alimentation abordable, les États doivent de toute

urgence mettre en œuvre une fiscalité progressive et utiliser les recettes correspondantes pour investir dans des mesures puissantes et éprouvées qui réduisent les inégalités, telles que des régimes de protection sociale universelle. Les mécanismes de protection sociale et l'accès à la nourriture doivent être renforcés dans tous les pays.

- Les États, les bailleurs et les entreprises alimentaires doivent rééquilibrer les rapports de force dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire et veiller au respect des droits des agriculteurs et agricultrices et des travailleurs et travailleuses qui produisent nos aliments. Il convient de soutenir davantage ces personnes afin de renforcer le poids de la production alimentaire locale et nationale durable. Cela permettrait de réduire la dépendance vis-à-vis des marchés internationaux, qui expose les pays aux ruptures d'approvisionnement et aux fluctuations de prix. Il est essentiel d'aider les paysans et paysannes des pays à faible revenu à avoir un meilleur accès aux financements, aux infrastructures, aux intrants et aux marchés et de protéger leurs droits fonciers.
- Étant donné qu'il n'y a pas de pénurie de denrées alimentaires dans le monde mais un problème de répartition inégale de la nourriture abordable, augmenter la production agricole n'est pas la solution. Nous devons plutôt nous attaquer à l'exploitation non durable des terres agricoles, par exemple pour la production d'agrocarburants. Les pays riches doivent revoir leurs politiques non durables en matière d'agrocarburants. Les subventions et les exonérations fiscales qui incitent à détourner la production agricole vers la production de carburant doivent être supprimées.
- Les règles du commerce international (souvent négociées pour bénéficier aux agriculteurs et agricultrices des pays riches et les protéger) doivent faire l'objet d'une refonte, avec une plus grande marge de manœuvre pour les pays à faible revenu et en déficit alimentaire, afin qu'ils puissent ajuster leurs niveaux d'importations et d'exportations alimentaires et investir dans la production alimentaire nationale. Les marchés des denrées alimentaires de base doivent être réglementés de manière plus stricte et leur transparence doit être renforcée, notamment en améliorant les données disponibles sur les niveaux des réserves alimentaires. Il faut soutenir le développement de réserves alimentaires stratégiques, étant donné le rôle que les stocks peuvent jouer pour amortir les impacts des crises alimentaires. De nouvelles règles doivent également être mises en œuvre pour empêcher toute spéculation financière excessive d'alimenter la volatilité des prix alimentaires. Ce sont autant de réformes structurelles essentielles dans la perspective de donner lieu à un système alimentaire durable et résilient.
- Enfin, la faim ne saurait être éradiquée durablement sans justice entre les genres. Des mesures réelles et radicales doivent être prises en matière de droits des femmes si nous voulons éliminer la faim et les inégalités qui la sous-tendent. Trop peu d'actions concrètes sont actuellement menées pour faire des droits et des intérêts des femmes une priorité. Il faut adopter des politiques publiques qui facilitent l'accès des femmes aux intrants, aux ressources et aux services, et qui garantissent leurs droits fonciers.

NOTES

- 1 Nations Unies, Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière (2022), *Brief No.2. Global impact of the war in Ukraine: Billions of people face the greatest cost-of-living crisis in a generation.* <https://reliefweb.int/report/world/global-crisis-response-group-food-energy-and-finance-brief-no2-global-impact-war-ukraine-billions-people-face-greatest-cost-living-crisis-generation>
- 2 Oxfam (17 mai 2022), *Dans l'Afrique de l'Est ravagée par la sécheresse, la faim ferait une victime toutes les 48 secondes, alors que le monde continue à faire la sourde oreille.* Communiqué de presse. <https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/dans-lafrrique-de-lest-ravagee-par-la-secheresse-la-faim-ferait-une-victime>
- 3 Food Research and Action Center (2022), *Food Insufficiency During COVID-19.* <https://frac.org/foodinsufficiencycovid19#fi>, d'après les chiffres du US Census Bureau.
- 4 Voir la note méthodologique d'Oxfam International (2022), *Quand la souffrance rapporte gros : Face à l'explosion de la fortune des milliardaires et alors que le coût de la vie grimpe en flèche, il est urgent de taxer les plus riches.* <https://www.oxfam.org/fr/publications/quand-la-souffrance-rapporte-gros>
- 5 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS (2021), *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021. Transformer les systèmes alimentaires pour que la sécurité alimentaire, une meilleure nutrition et une alimentation saine et abordable soient une réalité pour tous.* Rome : FAO. <https://www.fao.org/3/cb4474fr/cb4474fr.pdf>

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 21 organisations qui travaillent avec leurs partenaires et alliés pour aider des millions de personnes à travers le monde. Ensemble, nous combattons les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et aux injustices, aujourd'hui et sur le long terme, pour un futur à égalité. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter

www.oxfam.org

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)

Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)

Oxfam Aotearoa (www.oxfam.org.nz)

Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)

Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)

Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam Colombie (lac.oxfam.org/countries/colombia)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

Oxfam IBIS (Danemark) (www.oxfamibis.dk)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org),

Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)

Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)

Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)

Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

KEDV (www.kedv.org.tr)